

## COMMUNIQUE DE PRESSE 4 SEPTEMBRE 2017.

Le maire d'OLORON remue la vase pour cacher le fond.

Après quelques semaines de jeûne médiatique, le maire se répand dans la presse locale à l'heure où les médias nationaux s'emparent de l'affaire des notes de frais.

Dans un article récent annonçant la rentrée scolaire le maire se lamente des résultats de sa politique.

Les écoles publiques se vident « moins 30 élèves chaque année » dit-il. D'ailleurs ce chiffre avait même atteint moins 67 élèves à la rentrée 2015 suite à la décision du maire et de la majorité municipale de faire payer les frais de scolarité aux enfants hors commune, en représailles de son éviction de la communauté des communes. Et cela continue au détriment des écoles publiques...

Le maire impute aussi cette situation à sa politique d'urbanisme, en invoquant les zones inconstructibles en raison des nombreuses zones inondables répertoriées dans le Plan de Prévention des Risques et Inondations (PPRI). Pourtant l'opposition a dénoncé ce zonage en conseil municipal en novembre 2016, a fait des propositions claires lors de l'enquête publique et a adressé à tous les conseillers municipaux un courriel leur demandant de revoir ce PPRI pour l'alléger en zones rouges. Plusieurs communes, Bayonne, Hendaye, l'ont fait avec succès. Moumour s'en est saisi également. La majorité municipale a malgré tout adopté en 2016 le PPRI que le maire dénonce aujourd'hui.

Dans ce récent article, le maire évoque également la fiscalité. Il oublie bien vite qu'il a signé, avec la majorité municipale, le record sans précédent d'une augmentation des impôts locaux par la suppression des abattements de la Taxe d'Habitation. Double peine pour les oloronais qui subissent, en plus et seuls au sein de la communauté des communes le même prélèvement, un matraquage fiscal, soit 6 millions d'euros de plus prélevés sur les oloronais pour ce mandat.

Un PPRI inadapté à notre ville, une politique fiscale qui creuse l'inéquité entre les oloronais et les habitants des communes voisines plus l'absence d'une politique du logement, autant de raisons qui expliquent la fuite des familles à l'extérieur d'Oloron et les conséquences pour les écoles publiques. Autant de décisions défendues par la majorité municipale dont on aimerait qu'elle se positionne sur l'affaire des notes de frais.

Les élus de l'opposition. (nos interventions sur oloronuneautrevoix)